



PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT TUNISIE

TERMES DE REFERENCE POUR LE RECRUTEMENT D'UN/E CONSULTANT/E NATIONAL/E

I. Information sur le poste

Titre du poste :	Expert national en communication programme accès aux droits		
Unité Org. :	PNUD Tunisie		
Département :	Projet de soutien à l'accès aux droits en Tunisie		
Durée :	3 , 5 Mois	A partir du :	18 février 2019
Contrat :	IC		
Lieu d'affectation :	Tunis		
Superviseur :	Conseiller Technique Principal – justice et droits de l'homme		

II. Contexte général et justification

L'organisation des élections du 23 octobre 2011 a permis à la Tunisie de se doter d'institutions légitimes qui ont, parallèlement à l'élaboration d'une nouvelle constitution, à conduire un processus de réformes, touchant différentes thématiques, parmi lesquelles figurent la justice transitionnelle et la réforme du secteur de la justice.

Pour accompagner ces transformations, les bureaux du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et du Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme (HCDH) en Tunisie ont développé une stratégie de transition incluant, entre autres priorités, un appui au processus de réforme de la justice et au processus de justice transitionnelle.

Un premier projet (2012-2014) visait d'une part, à mettre en place un cadre institutionnel et légal conforme aux standards internationaux des droits de l'homme et d'autre part, à renforcer les capacités des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux afin de mieux relever les défis y compris ceux dans l'administration de la justice, la promotion et la protection des droits de l'homme et dans le processus de la justice transitionnelle.

Un deuxième projet (2014-2018) a accompagné les autorités tunisiennes dans l'opérationnalisation du processus de justice transitionnelle à travers, notamment, un appui aux mécanismes juridique et non-juridiques prévus par la loi organique sur la justice transitionnelle, un appui aux instances publiques impliquées dans le processus de justice transitionnelle et la réforme du secteur de la justice, notamment l'Instance vérité et dignité, le ministère de la justice et le Conseil supérieur de la magistrature. Le projet a également soutenu les organisations de la société civile pour leur permettre de pleinement jouer leur rôle de suivi et de monitoring du processus.

Un nouveau projet de renforcement de l'accès aux droits en Tunisie démarrera en 2019. Il vise à soutenir les autorités tunisiennes dans le renforcement des institutions nationales en charge de la protection et de la promotion des droits de l'homme, en particulier pour les femmes et les groupes vulnérables, afin de les rendre plus accessibles et en conformité avec les standards internationaux. Les principaux partenaires nationaux du programme d'accès aux droits sont le ministère de la Justice, le Conseil supérieur de la magistrature, la Cour constitutionnelle, le Tribunal administratif, l'Instance nationale des droits de l'homme, l'Instance nationale pour la prévention de la torture, et l'Instance nationale de lutte contre la traite des personnes.

C'est dans ce cadre que le PNUD recrute un expert national en communication pour appuyer l'exécution des activités prévues par le projet.

III. Objectifs

La mission définie par les présents termes de référence vise à appuyer le projet dans l'élaboration et la mise en œuvre de sa stratégie de communication. De manière spécifique, le/la consultante aura pour mission de :

- Appuyer la **communication institutionnelle** des partenaires nationaux du programme d'accès aux droits, notamment le Conseil supérieur de la magistrature (CSM), l'Instance nationale pour la prévention de la torture (INPT) et l'Instance nationale de lutte contre la traite des personnes (INLTP).
- Assurer la **communication du projet** ainsi que la visibilité de ses actions et résultats, et ce en veillant à valoriser la contribution des partenaires nationaux du projet, du PNUD, des bailleurs de fonds et autres partenaires.

IV. Responsabilités, résultats et livrables attendus

Responsabilités

L'Expert national en communication travaillera sous la supervision directe du Conseiller Technique principal (appui technique et coordination des activités) et en étroite coopération avec l'associé au projet (gestion administrative), les experts techniques et le chargé de la communication du PNUD Tunisie. Le suivi de la cohérence et de la qualité programmatique sera assuré par l'Unité Gouvernance, à travers le Chargé de programme 'Etat de droit' (assurance qualité).

Sous la supervision directe du Conseiller technique principal, l'expert en communication devra :

1. Assurer le conseil en matière de communication à l'équipe du projet et du PNUD ;
2. Fournir un appui-conseil au ministère de la justice, pour le développement et la mise en œuvre de sa stratégie de communication et de plaidoyer ;
3. Fournir un appui-conseil en matière de communication aux organisations de la société civile appuyées par le projet ;
4. Faire le suivi des actions de communication déjà entreprises par le PNUD en appui aux partenaires nationaux, notamment le Conseil supérieur de la magistrature et l'Instance nationale pour la prévention de la torture ;
5. S'assurer de la qualité des produits élaborés dans ce cadre ;
6. Veiller à la coordination des actions de communication mises en œuvre par le PNUD et les autres partenaires nationaux et internationaux pour assurer un plaidoyer efficace en faveur de l'accès aux droits. Elaborer pour le compte du PNUD les brochures/papiers/rapports permettant de promouvoir et de diffuser la contribution du PNUD en matière d'appui au renforcement de l'accès aux droits ;
7. Elaborer le contenu des produits destinés à la publication sur les pages Facebook et les sites web en lien avec le projet et du PNUD. Superviser les aspects logistiques dans la mise en œuvre des activités de communication ;
8. Contribuer à la rédaction des rapports internes pour les bureaux du PNUD au niveau régional et au siège ;
9. Développer des systèmes de suivi et d'évaluation des activités de communication ;
10. Proposer toute action utile en matière de communication pour le compte du PNUD, et des partenaires nationaux ;

Toute autre tâche requise par le superviseur direct et/ou l'équipe Gouvernance.

Résultats attendus :

- Un appui à la formulation d'une stratégie de communication institutionnelle du Conseil supérieur de la magistrature.
- Un appui à la formulation d'une stratégie de communication institutionnelle de l'Instance nationale de lutte contre la traite des personnes.
- Un appui à la révision de la stratégie de communication de l'Instance nationale pour la prévention de la

torture.

- Deux rapports bimensuels pour le siège et le bureau régional du PNUD.
- La contribution du projet et de ses partenaires en matière d'accès à la justice et promotion des droits de l'homme est valorisée.

Livrables :

Au terme de chaque mois de travail, le/la consultant/e produira un rapport mensuel résumant ses interventions en appui à l'équipe du projet. Les documents seront rédigés en français et soumis par *e-mail* sous format Word au conseiller technique principal en justice et droits de l'homme.

Tableau récapitulatif des produits attendus :

Livrable	Durée de réalisation
Rapports d'avancement de la mission.	Un rapport par mois
Rapport final	Fin de la mission

Modalités de travail

Le/la consultant/e travaillera en étroite collaboration avec l'équipe du projet.

Les produits de cette consultation seront la propriété exclusive du PNUD. Le/la consultant/e ne publiera ni ne fera publier, sous quelque forme que ce soit, les produits de cette mission.

Le/la consultant/e sera seul/e responsable de la qualité technique de son travail et de la réalisation dans les délais adéquats des tâches assignées.

V. Compétences

Compétences liées aux Nations Unies

- Démontre son intégrité par le respect des valeurs et de l'éthique des Nations Unies.
- Promeut la vision, la mission et les buts stratégiques des Nations Unies.
- Respecte les différences culturelles, de genre, de religion, de race, d'âge et de nationalité.

Compétences liées au contrat :

- Connaissances avérées des défis liés à la communication institutionnelle.
- Capacités avérées à planifier, organiser et mettre en œuvre efficacement des activités liées à une stratégie de communication.
- Capacité avérée à appliquer les bonnes pratiques et à prodiguer des conseils analytiques.
- Démontre de très bonnes capacités d'écoute et de communication tant écrites qu'orales, y-compris de qualités relationnelles.
- Une expérience avec le système des Nations Unies, en particulier le PNUD, et une bonne connaissance de son mandat est un atout.
- Une connaissance du cadre réglementaire et institutionnel de la PEV en Tunisie est un atout.

VI. Qualifications requises

Education :	Être titulaire d'un master en communication, relations publiques ou équivalent.
Expérience :	<ul style="list-style-type: none"> - Au moins 6 ans d'expérience professionnelle pertinente en communication, relations publiques ou équivalent. - Au minimum une expérience éprouvée en appui direct et/ou indirect à une institution étatique ou paraétatique dans le domaine de la communication. - Au moins une expérience professionnelle dans le domaine de la justice et/ou des droits de l'homme et/ou de la sécurité. - Expérience dans un projet géré conjointement par deux ou plusieurs organisations nationales et/ou internationales est un atout. - Expérience avec des organismes onusiens en Tunisie et/ou ailleurs est un atout.
Connaissance linguistique :	Excellentes capacités orale et rédactionnelle en français et arabe. Bonne connaissance de l'anglais.
Informatique :	Bonne connaissance des outils informatiques (Word, Excel, Power Point, Email sous environnement Microsoft).

VII. Contenu et évaluation des offres

Contenu des offres :

Les consultants individuels ayant les qualifications requises décrites au paragraphe précédent peuvent postuler pour la présente consultation. Le dossier de candidature devra comprendre obligatoirement les pièces ci-dessous listées :

Offre technique :

- Un CV mis à jour signé par le/a consultant/e incluant les expériences/références dans le domaine pertinent à la présente mission avec contacts de trois (03) références à l'appui (noms, adresse email et n° de téléphone).
- P11 joint

Offre financière :

Elle doit être détaillée selon le tableau suivant :

Eléments	Montant en TND
Taux d'honoraires mensuels	
Total pour une durée de 3.5 Mois	

Evaluation des offres

Le processus d'évaluation et de sélection comporte 3 étapes :

- **Evaluation technique** selon les compétences requises sur la base du curriculum vitae, de la note méthodologique et de l'entretien : 70% de la note globale.
- **Evaluation financière** en se basant sur l'offre financière fournie par le/la candidat(e) : 30% de la note globale. Seules les candidatures ayant été retenues lors de l'évaluation techniques verront leurs offres financières examinées.

A. Evaluation technique

A.1 Evaluation préliminaire

Les candidatures reçues seront évaluées par un panel de sélection comme défini ci-dessous :

Grille d'évaluation techniques de la candidature	Max pts
--	---------

1	Minimum un master en communication, relations publiques ou équivalent : Master 10 pts Doctorat..... 15 pts	15 pts
2	Au moins 6 ans d'expérience professionnelle pertinente en communication, relations publiques ou équivalent : 6 ans d'expérience 10 pts Entre 7 et 9 ans d'expérience 15 pts 10 ans d'expérience et plus 20 pts	20 pts
3	Au moins une expérience professionnelle dans le domaine des droits de l'homme et de la réforme du secteur de la justice : 1 expérience 5 pts 2 à 4 expériences 10 pts 5 expériences et plus 15 pts	15 pts
4	Expérience dans un projet géré conjointement par deux ou plusieurs organisations nationales et/ou internationales est un atout : Une expérience.....5 pts	5 pts
5	Une expérience pertinente au sein du PNUD ou avec d'autres agences du Système des Nations Unies en Tunisie et/ou ailleurs : 1 expérience 5 pts 2 à 4 expériences 7 pts 5 expériences et plus 10 pts	10 pts
6	Entretien Oral	35 pts
7	Total Max	100 pts

A.2. Entretien oral

Seuls les candidat(e)s ayant obtenu au moins 30/65 points de la note préliminaire (critère 1 + 2 +3 +4) seront appelés à l'entretien oral.

L'entretien oral sera évalué sur 35 pts.

B. Evaluation financière – Maximum 30 points.

La formule suivante sera utilisée pour évaluer la proposition financière :

$p = y (\mu / z)$, où;

p = points pour la proposition financière évaluée;

y = nombre maximal de points pour la proposition financière;

μ = prix de la proposition la moins chère;

z = prix de la proposition évaluée.

VIII. Modalité de soumission

Les candidat(e)s intéressé(e)s doivent obligatoirement soumettre les documents/informations suivants démontrant leurs qualifications : CV détaillé, p11 et l'offre financière.

Les candidatures peuvent être envoyées par :

- Email à l'adresse suivante : procurement.tn@undp.org

- Poste au bureau du PNUD à Tunis, A l'attention de Monsieur le Représentant Résident du PNUD en Tunisie, « Rue du Lac Windermere, Immeuble le Prestige Business Center, Tour A, Les Berges du Lac 1053, Tunis, Tunisie » avec la mention suivante : « NE PAS OUVRIR – Recrutement IC - Chargé(e) de

Communication / Projet de soutien à l'accès aux droits en Tunisie.

IX. Calendrier et durée

Le contrat durera 3,5 MOIS

La mission se déroulera du 18 février 2019 au 31 mai 2019.

X. Lieu de travail

Tunis.

XI. Modalités de paiement

Le paiement se fera sur la base d'un rapport d'activité mensuel élaboré par le/a consultant/e et validé par le Conseiller technique principal.

Le projet prendra en charge les dépenses relatives aux missions sur le terrain.